

*Questions orales***LE PROGRAMME «NOUVEAUX HORIZONS»**

## LA REMISE DES SUBVENTIONS PAR L'ENTREMISE DES DÉPUTÉS

**M. Tom Cossitt (Leeds-Grenville):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Elle découle d'une déclaration qu'a faite le 2 juillet le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, selon laquelle les chèques émis dans le cadre du programme «Nouveaux horizons» seraient remis à leurs destinataires par l'entremise de leur député, quelle que soit son allégeance politique et le ministre a en outre affirmé que la partisanerie politique n'avait pas joué dans l'octroi de ces subventions.

Le ministre peut-il nous dire si oui ou non son ministère transmettra cet argent à leurs destinataires par l'entremise de leur député, comme l'a annoncé le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Autrement dit, a-t-on pris les dispositions nécessaires pour ce faire et si non, le ministre va-t-il en parler à ses collègues?

**L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services):** Madame le Président, nous n'avons pas encore abordé la question. Je vais l'étudier et en reparler au député.

\* \* \*

**L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**

## LA DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX BÉNÉFICIAIRES PAR L'ENTREMISE DES DÉPUTÉS

**M. Tom Cossitt (Leeds-Grenville):** Madame le Président, je vais adresser ma question supplémentaire au premier ministre qui, j'en suis sûr, à titre de premier ministre, est parfaitement au courant de toutes les nouvelles politiques gouvernementales.

Étant donné la nouvelle politique annoncée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, selon laquelle à compter du 2 juillet, les chèques de subventions versées dans le cadre du programme Nouveaux horizons seront adressés aux bénéficiaires par le truchement de leur député sans égard à leur appartenance politique, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si cela s'appliquera à quelque autre type de subventions de l'État, par exemple les subventions au développement économique régional, les subventions accordées dans le cadre de programmes d'emploi, ou de Hospitalité Canada, et ainsi de suite? Sinon, cela s'appliquera-t-il uniquement dans le cas du programme Nouveaux horizons ou à n'importe quelle autre subvention où le ministre concerné est pris la main politique dans l'assiette au beurre des faveurs politiques?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** La question me paraît s'inspirer d'un esprit de dispute, madame le Président.

**LA DÉFENSE NATIONALE**

## LA POLITIQUE CONCERNANT LA POSSESSION D'ARMES NUCLÉAIRES

**M. Mark Rose (Mission-Port Moody):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle m'a été inspirée par des déclarations du ministre de la Défense nationale dont on a parlé tout à l'heure.

Le ministre a dit: «Vous avez parlé dernièrement de la bombe française à protons» et à propos, apparemment, de la bombe française à neutrons dite à rayonnement renforcé que la France a récemment déclaré avoir mise à l'essai, il a ajouté: «Je sais que beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec moi, mais il s'agit de la seule arme de dissuasion dont nous disposons en ce moment». Ce sont là des déclarations tout à fait claires et nettes.

A la suite de la réponse du premier ministre aux questions posées par des députés de l'opposition il y a quelques instants, dira-t-il à la Chambre, en termes clairs et non équivoques, qu'il n'appuie pas les propos ridicules tenus par le ministre de la Défense nationale, selon qui il s'agit de la seule arme de dissuasion dont nous disposons, et que le ministre de la Défense nationale ne parlait pas au nom du gouvernement quand il a fait cette déclaration?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je croyais qu'en réponse à la première question, j'avais nettement dit qu'après avoir examiné les propos du ministre, celui-ci ne parlait pas au nom du Canada et n'exposait pas sa politique en matière de défense.

**M. Cossitt:** Vous répondez aux questions de temps à autre.

**M. Trudeau:** Il a employé «nous» signifiant par là que l'alliance croit certaines choses et que SALT, les entretiens sur la limitation des armements stratégiques existe au sein de l'alliance. Il est à espérer qu'ils engloberont tous les dispositifs nucléaires y compris celui-ci. C'est ainsi que j'interprète les propos du ministre.

Quant à notre politique, j'ai dit également que nous nous étions opposés à la prolifération dans le passé, nous avons signé le traité de non-prolifération et nous nous sommes occupés activement du traité sur l'interdiction des essais. Nous avons tenté de l'étendre non seulement aux essais atmosphériques, mais aussi aux essais souterrains. Telle est encore notre politique. Nous avons supprimé les armes atomiques dans les forces armées du Canada.

**M. Blaikie:** Que dit le ministre?

**M. Trudeau:** Je parle du gouvernement canadien.

**M. Blaikie:** De quoi parle-t-il?

**M. Trudeau:** Je le répète, à mon avis, le ministre parlait de l'alliance occidentale dont les États-Unis sont membres; ils participent aussi aux entretiens sur la limitation des armements stratégiques. Je le répète, je n'ai pas eu l'occasion d'en discuter avec le ministre. J'ai vu le texte en question d'après lequel il ne me semble pas que «nous» se rapportait à nous, le gouvernement fédéral. S'il se rapporte aux membres de l'alliance, il se peut que le ministre exprimait alors une opinion.

**M. Rae:** Décidez-vous.